

« Post colonialisme et utopie de l'émancipation 200 ans après les indépendances »

Compte-rendu
Bogota
13-18 avril 2009

La Fondation Gabriel Péri était partenaire du colloque « **Post colonialisme et utopie de l'émancipation** » organisé à l'université nationale de Bogota, par l'Observatoire socioculturel de la mondialisation et le Centre d'études et d'investigations sociales (CEIS). **Jaime Caycedo Turriago**, anthropologue et conseiller municipal, membre de notre conseil scientifique, en a été le coordinateur.

- 1. Quelques mots sur le contexte latino-américain et colombien.**
- 2. « Postcolonialisme et utopie de l'émancipation 200 ans après les indépendances », colloque international 15-17 avril 2009 : compte-rendu synthétique.**
- 3. Conclusions.**

1. Contexte :

L'Amérique latine est entrée dans un processus de transformation politique multiforme et rapide. La région andine apparaît comme l'espace politique où se vivent les mutations les plus profondes en termes de réorganisation des pouvoirs et des sociétés. De nombreuses différences existent néanmoins selon les pays. Si le Venezuela peut être considéré comme le précurseur de ces évolutions, les expériences demeurent spécifiques selon les Etats, leurs structures économiques, socioculturelles, et les forces politiques en présence.

La Colombie, tête de pont des Etats-Unis sur le continent, fait office d'exception. Un gouvernement et un président de la droite libérale, convaincus du bienfondé de la solution militaire pour résoudre le conflit interne, parviennent à se maintenir au pouvoir. Le plan Colombie développé par le gouvernement colombien, Bill Clinton et le pentagone en 2000, avec pour argument de lutter contre la drogue, perdure encore. Avalant chaque année des centaines de millions de dollars, il répand armes et produits chimiques par fumigations sur le territoire. Alors que les petits paysans apparaissent finalement comme les premières victimes, le narcotrafic continue de prospérer. Ce plan entretient en outre une confusion entre la guerre qui réclame une solution politique négociée et le narcotrafic, économie illégale et criminelle. Il est vivement critiqué car il criminalise les mouvements de guérilla, en particulier les FARC, mais paraît moins enclin à lutter contre les divers groupes paramilitaires, dont certains bénéficient de relais au sein du régime.

Dans ce contexte de tensions et avec la proximité des élections présidentielles qui se tiendront en 2010, l'activité militante et l'engagement sont soumis à de nombreux dangers et très souvent réprimés par la violence gouvernementale ou des paramilitaires. Le débat politique en Colombie notamment à gauche, les luttes sociales et le débat théorique dans les universités et parmi les intellectuels, sont néanmoins dynamiques et novateurs. La réflexion sur l'intégration du continent et de la région andine y occupe une place importante. D'où la volonté d'organiser un bicentenaire des indépendances qui puissent mettre en relief les correspondances et les continuités avec les luttes émancipatrices de la période actuelle.

Des traits communs dans les transformations d'aujourd'hui apparaissent et peuvent être définis de la manière suivante : la recherche d'une nouvelle souveraineté politique et économique ; la mise en œuvre de projets de sociétés qui répondent aux exigences populaires. Les réformes constitutionnelles au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, sont les outils fondamentaux de cette redéfinition des pouvoirs. La nationalisation des

hydrocarbures dans deux de ces pays, symbole d'une souveraineté retrouvée, est un des moyens de mettre en marche de nouvelles politiques.

La crise de l'hégémonie américaine, les échecs de la politique menée par G. Bush et les évolutions politiques en cours sur le continent imposent une redéfinition des rapports entre les deux Amériques. Alors que l'ère Bush a été marquée par une certaine prise de distance des Etats-Unis avec l'espace sud-américain (tout en préservant une influence forte en Colombie et au Mexique), l'arrivée au pouvoir de Barack Obama dans un environnement politique différent, pourrait ouvrir un nouveau dialogue entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique latine (renégociation des accords de libre-échange, des accords militaires). C'est en partie ce qui fut abordé lors du sommet des Amériques à Trinité-et-Tobago des 18 et 19 avril 2009. La présidence américaine semble opter pour un dégel des relations avec Cuba et le Venezuela et une nouvelle entente avec ses voisins. Mais prise par d'autres impératifs internationaux, la présidence américaine doit encore préciser sa politique en direction du continent sud-américain.

Ce colloque du bicentenaire fut donc une opportunité d'échange au niveau international autour de problématiques qui mêlent l'histoire et les relations internationales aux autres sciences humaines et sociales, dans un contexte tout à fait singulier, celui de la crise inédite du système capitaliste financiarisé.

2. « Post colonialisme et utopie de l'émancipation : quoi de commun, quoi de neuf 200 ans après les indépendances », colloque international 15-17 avril 2009 : Compte-rendu synthétique.

La rencontre s'est tenue durant trois jours, du 15 au 17 avril 2009, dans l'auditorium de la faculté des sciences humaines de l'université nationale de Colombie à Bogota. Organisée par l'Observatoire socioculturel de la mondialisation, le Centre d'études et d'investigations sociales (CEIS), en partenariat avec la mairie de Bogota et la fondation Gabriel Péri, elle a réuni des historiens et chercheurs de onze pays différents. **Jaime Caycedo Turriago**, anthropologue et conseiller municipal, en a été le coordinateur.

L'objectif de ce colloque international était ainsi de montrer les convergences, voire les continuités qu'il peut exister entre les luttes pour les indépendances, l'effondrement de l'empire espagnol, l'émergence d'une utopie républicaine révolutionnaire, fondement de la révolution française, le renforcement de l'hégémonie anglo-saxonne dans le monde et les luttes émancipatrices actuelles.

Histoire des révolutions et processus d'émancipation

Michel Vovelle, historien, professeur émérite à l'université Paris1-Sorbonne, président du Conseil scientifique de la FGP, a apporté son soutien à l'initiative et témoigné, dans un message adressé aux participants, de la nécessité de procéder au travail de mémoire. Une telle commémoration, comme l'avait été le bicentenaire de la révolution française en 1989, et dont Michel Vovelle fut l'artisan en France, ne doit pas rester un exercice académique. Elle doit au contraire donner vie et démontrer la pertinence de deux concepts à nouveau au cœur des enjeux de la mondialisation et du post colonialisme, l'utopie et l'émancipation humaine.

Daniel Cirera, secrétaire du Conseil scientifique de la FGP, a insisté au cours de son intervention sur la dimension stratégique du partenariat avec la FGP, qui a permis la participation d'intervenants de onze pays différents. Les réflexions ont été enrichies par les contributions sur la révolution haïtienne, la révolution cubaine, les Antilles françaises et les mobilisations populaires qui s'y produisent, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur, le Brésil.

Dans son intervention et en écho au message de M.Vovelle, Daniel Cirera a établi une comparaison avec la commémoration du bicentenaire de la révolution française en France qui avait donné lieu à un vif débat. L'enjeu avait alors été d'organiser une célébration dynamique et populaire contre une conception plus traditionnelle et conservatrice de l'histoire et de la révolution en particulier.

L'histoire de la révolution française qui est aussi celles des notions fondamentales de révolution institutionnelle, de passage d'une souveraineté royale à une souveraineté du peuple, d'égalité et de droits de l'homme et du citoyen, est toujours d'actualité dans la société française, et dans le reste du monde. L'analyse historique est en effet un défi pour la créativité politique. Dans le contexte actuel marqué par une crise de l'hégémonie américaine et du capitalisme, l'enjeu est de définir les conditions du changement, en vue de l'émancipation. Et l'histoire nous permet de mieux comprendre les processus actuels et d'anticiper les prochains.

De nombreuses interventions se sont ainsi intéressées à démontrer la pertinence d'une réappropriation de la célébration du bicentenaire des indépendances pour que cela ne soit pas une commémoration dénaturée et sans épaisseur, mais une fête des consciences rétablissant la mémoire collective et la continuité de l'histoire, une histoire vivante utile pour penser le présent et l'avenir.

La révolution haïtienne constitue un repère essentiel pour les luttes émancipatrices. **Suzy Castor**, sociologue, directrice du Centre de Recherches et de Formation Economique et Sociale pour le Développement (CRESFED) à Haïti, a livré une analyse du point de vue de la caraïbe et proposé d'intégrer cet espace à l'Amérique latine, en rappelant que cette « révolution des esclaves » a ouvert la brèche des indépendances sur le continent.

Au milieu du 18^e siècle, Saint-Domingue est le moteur du système esclavagiste indispensable à la construction du capitalisme français. Lors de la révolution française, la bourgeoisie coloniale a voulu protégé ses intérêts en affirmant son autonomie locale. C'est alors que Toussaint Louverture, premier gouverneur noir, revendiqua une unité territoriale, une gouvernabilité moderne sans Etat et donc une formule avancée d'indépendance. Napoléon et le général Leclerc exécutèrent massivement le mouvement et rétablirent l'esclavage, mais ils finirent par capituler devant la résistance indigène fondée sur l'alliance des esclaves libres et des affranchis. Celle-ci parvint à établir en 1804 Haïti en tant que première république noire libre du monde, succédant à la colonie française de Saint-Domingue.

Cette révolution a eu une dimension géopolitique forte qui lui a permis de jouer un rôle dans la création de la déclaration universelle des droits de l'homme, la lutte pour l'indépendance de l'Ethiopie et de la Lybie, et plus largement dans la décolonisation africaine.

Mais les forces postcoloniales se sont imposées grâce au système de la dette qu'Haïti a accepté de payer et qui représentait 40% de ses ressources. Ensuite la dictature rétrograde de Duvalier imposé par les Etats-Unis, puis la présence des Nations unies ont abouti à rendre le pays ingouvernable. Aujourd'hui, Haïti est en quête d'une citoyenneté et de souveraineté dans la mondialisation. C'est pourquoi il est nécessaire d'instaurer une solidarité entre les Caraïbes et l'Amérique latine afin de construire une cohérence morale et humaine pour l'avenir, contre la fragmentation du continent.

L'historien colombien, **Medofilo Medina**, a souligné que les célébrations du bicentenaire étaient marquées par la logique historique des anciens colonisateurs espagnols, et les élaborations historiographiques entretenant chacune une amnésie collective. Le centenaire et les cent cinquanteaires des indépendances ont été vécus comme l'anniversaire de la création des Etats-nations, dans une volonté d'effacement des clivages gauche – droite. L'approche conservatrice s'est associée à l'affirmation d'une Amérique latine faisant partie de la civilisation occidentale et chrétienne, qui porte avec fierté l'héritage espagnol.

Mais, le discours de la gauche sur l'histoire a changé prônant au contraire une seconde indépendance, souhaitant démontrer le relativisme méthodologique et politique de la signification historique de l'indépendance.

Le second problème tient à l'éclatement. Les célébrations ne sont pas des événements continentaux. Pour le bicentenaire, l'Espagne a proposé d'établir un cadre supranational, mais l'initiative ne peut venir de l'ancien empire. Toutefois avec la globalisation, une lecture nouvelle continentale des indépendances d'Amérique latine est opportune. Depuis la fin du 20^e siècle, s'affirme une recomposition du monde, l'Union européenne incarne une puissance ancienne, alors que la Chine accroît rapidement son aire d'influence. L'Amérique latine

semble en retrait. Le bicentenaire pourrait être l'occasion de penser le continent dans une perspective historique et culturelle pour promouvoir la région comme un nouveau pôle de souveraineté qui se différencie de la tendance globale.

La position espagnole se retrouve également dans le domaine académique, où elle tente d'associer les indépendances latines au mouvement politique et culturel atlantique, à la modernité occidentale, à l'hégémonie culturelle du libéralisme et de son modèle constitutionnel. Or il existe une pensée constitutionnelle propre en Amérique latine fondée par Bolivar qui tient notamment à la diversité démographique du continent.

Les armées de Bolivar et de San Martin au début du 19^e siècle ont initié un nouveau découpage territorial du continent et se sont caractérisées par leur composition multiethnique, plurirégionale et internationale. Pour Bolivar, l'armée professionnelle comprend également une dimension sociohistorique particulière : « Le peuple est dans l'armée » (16 juin 1821). Ce sont les seuls exemples d'orientation continentale dans les luttes.

Victor Permal, directeur du cercle Frantz Fanon à la Martinique, a évoqué la situation des Antilles françaises et plus particulièrement de la Martinique avec comme grille de lecture la pensée et l'œuvre de Frantz Fanon. La départementalisation mise en place par la métropole et reconnue par les Nations unies a pour objectif l'assimilation des territoires et domaines d'outre-mer. Mais les questions de nationalité, d'identité et donc d'émancipation ont resurgi lors des manifestations de février 2009. La voix de la modernisation ne passe effectivement pas uniquement par le modèle européen et occidental. Le peuple martiniquais ne peut attendre de la métropole qu'elle définisse sa manière de vivre.

Un devoir de mémoire est nécessaire pour ne pas oublier les exactions commises par les colonisateurs, ainsi qu'une utopie mobilisatrice qui permette de porter une vision d'un monde juste, ce que l'idée de nation ne peut plus vraiment incarner. Le modèle d'Etat-nation est en effet à interroger, dans le cadre de l'Amérique latine, les indépendances ont été faites par les bourgeoisies nationales et il est important d'interroger le type de sociétés qu'elles ont mis en place.

Fermin Toro, historien vénézuélien, a rappelé qu'après les indépendances l'empire britannique est parvenu à installer sa domination par le mécanisme de la dette à partir des années 1830. Le Venezuela est alors frappé par la pauvreté. Les travailleurs sont exploités par le capital étranger. Le pays était soumis à la menace militaire et à la diplomatie de la canonnière qui consistait à tirer depuis la mer au canon sur les côtes des États qui ne payaient pas leurs dettes financières. Puis les puissances impériales ont utilisé le droit international comme seconde stratégie pour s'assurer un accès préférentiels aux ressources naturelles des pays du continent.

Des traités internationaux ont été établis pour garantir les intérêts des capitaux étrangers. Si les juristes vénézuéliens souhaitent modifier les législations, ils font face à de nombreux obstacles qui limitent la souveraineté des Etats. Souvent les élites compétentes dans le pays en matière juridique sont en outre liées aux intérêts du capital transnational, ce qui complique davantage les réformes.

A la lumière des révolutions et des luttes pour les indépendances qui se sont déroulées il y a 200 ans, un regard neuf peut être porté sur l'utopie de l'émancipation humaine, ses combats, ses conquêtes, mais aussi ses échecs, ses déceptions. Dans le contexte actuel de crise globale, comment décrire les nouveaux processus à l'œuvre ? Sont-ils liés à un projet émancipateur ? Quelles convergences et quelles continuités peut-on établir avec l'histoire des révolutions ? Quels enseignements peut-on en tirer sur les conditions du changement politique ?

Crise contemporaine du capitalisme et émancipation

Atilio Boron, chercheur à l'université de Buenos Aires (Argentine), a décrit la gravité de la crise contemporaine du capitalisme, sa spécificité en tant que crise de suraccumulation du capital, et ses conséquences sur les

économies fortement dépendantes d'Amérique latine et des autres continents. « Nous sommes devant une crise plus profonde que celle qui vient de se créer, dont les causes structurelles se situent au cœur du système capitaliste, qui a plongé le centre de l'empire dans la débâcle et en a fait le plus grand débiteur de la planète. La crise aux Etats-Unis a des effets destructeurs énormes sur l'appareil productif qui fonde sa puissance. Le gouvernement des Etats-Unis essaye de faire face moyennant la mise en disponibilité de milliards de dollars par la réserve fédérale pour soutenir le système bancaire », explique Atilio Boron.

Les scandales de l'ère Bush, opérations frauduleuses et escroqueries gigantesques représentent une somme de plus de 65 milliards de dollars. Cela n'a été possible qu'avec l'existence d'un ample réseau de corruption qui implique des sociétés d'Etat et le système financier international, expression du système mafieux régnant, selon lui. L'impact de la crise sur les économies d'Amérique latine sera dévastateur. Cela se constate en particulier dans les pays dont les économies dépendent en grande partie des transferts de revenus effectués par les migrants.

Le politologue argentin pense que cet effondrement des économies capitalistes occulte d'autres crises, comme l'écologique et l'environnementale qui ont pour origine le réchauffement climatique, lui-même produit par la voracité des entreprises transnationales qui ont converti la nature en marchandise. Il prévient qu'il sera impossible de résoudre ces problèmes, y compris l'épuisement des ressources énergétiques mondiales, dans le cadre de la société capitaliste. Le capitalisme ne pourrait en effet générer un nouveau paradigme en la matière dans les vingt cinq prochaines années. A. Boron préconise donc de consolider le projet émancipateur qui a vu le jour dans la région, emmené par la révolution bolivarienne du Venezuela et du président Chavez, rejoint par les autres gouvernements du Brésil, de Cuba, de l'Equateur, d'Argentine, d'Uruguay, du Paraguay qui construisent des alternatives face à la crise.

Selon lui, les peuples ne trouveront une issue à la crise capitaliste que dans l'organisation de mobilisations populaires auxquelles les intellectuels du monde entier doivent se rallier, afin d'opérer un virage vers le socialisme.

Loin de marcher vers un nouveau colonialisme, l'Amérique latine nourrit une nouvelle idée de l'émancipation à travers les expériences en cours au Venezuela, en Bolivie, en Equateur, au Nicaragua, et pour une part, au Brésil, en Argentine, et au Paraguay. Dans les trois pays andins, de nouveaux gouvernements jouissant d'un fort soutien populaire ont engagé des processus de démocratisation politique et économique fondés sur la création d'assemblée constituante. Par ailleurs, les notions d'unité et d'intégration ont pris corps avec la naissance de l'Alternative bolivarienne pour les Amériques (ALBA), et de l'UNASUR, l'Union des nations sud-américaines.

En Amérique latine, les gauches sont diverses, mais leur point commun semble celui d'une reconquête de leur souveraineté. En Europe, explique Daniel Cirera, la crise politique est profonde suite aux échecs du communisme, du libéralisme et de la réponse social-démocrate. Mais avec la crise globale, les prémises d'une recomposition politique apparaissent.

En France, poursuit-il, le mouvement populaire en cours possède une caractéristique nouvelle : l'unité syndicale. Les mobilisations en Guadeloupe ne sont pas considérées comme un fait extérieur, mais comme un phénomène politique précurseur qui s'articule avec les luttes menées en métropole. Le mouvement social existe mais n'est pas suffisant pour impulser le changement. Les réponses politiques sont faibles. La gauche se cherche. Des partis politiques sont nécessaires pour aller aux élections, mais ils ne parviennent pas encore à relever le défi de la construction politique avec le mouvement social d'une réponse qui corresponde aux exigences populaires. Pour cela, il n'existe pas de modèle, seulement l'idée qu'un autre monde que le capitalisme permettant l'émancipation humaine, est possible.

Beatriz Rajland, vice-présidente de la Fondation d'investigations sociales et politiques (FISYP) d'Argentine, a également tenu à situer la célébration du bicentenaire dans le contexte actuel d'un capitalisme en crise. La concentration du capital et l'exploitation des travailleurs ont atteint des niveaux jamais égalés. Or, la question

de l'émancipation aujourd'hui induit définitivement l'idée d'un dépassement du capitalisme. Les entreprises multinationales se comportent comme des « colonialistes », la souveraineté des Etats est altérée.

L'élection de Barack Obama aux Etats-Unis permet d'espérer en une créativité politique, mais ira-t-il jusqu'à proposer une avancée vers le socialisme ? La question de l'Etat est au cœur des enjeux car son intervention n'est pas en soi une alternative au capitalisme. Les acteurs et les classes dominantes demeurent les mêmes.

En Amérique latine, une nouvelle carte politique a émergé grâce à la réunion des conditions du changement. Au Chiapas, un nombre croissant d'habitants ont décidé de se réapproprier leur avenir, leur territoire dans une relation d'autonomisation par rapport au pouvoir central. En Bolivie, une offensive populaire est en cours depuis 2002-2003. Au Venezuela, le triomphe de Chavez en 1998 a ouvert les voies de l'émancipation du continent autour de projets populaires qui mobilisent les capacités de lutte et de changement. Dans le contexte de crise, celles-ci doivent être constamment réactivées.

Certains Etats entreprennent une totale refondation de leur relation aux Etats-Unis. Le président de l'Equateur, Rafael Correa a décidé de fermer la base militaire US installée sur le territoire national. Le Nicaragua avance également de manière plus timide vers un autre type de rapport.

L'adoption de nouvelle constitution est un fait fondamental qui témoigne du potentiel d'innovation de pays comme le Venezuela, l'Equateur et la Bolivie, et vient contredire le constitutionnalisme traditionnel. Ces nouvelles formes constitutionnelles permettent l'ancrage des processus de transformation et légitiment les changements. En déconstruisant le passé coloniale et les systèmes de domination, elles répondent également au défi d'un nouveau projet créant les conditions de l'intervention populaire.

Selon B. Rajland, il ne s'agit pas de définir le socialisme du 21^e siècle, mais de tracer les voies de ce que pourrait être le socialisme au 21^e siècle, en tenant compte des apports du marxisme sans dogmatisme. Les démarches doivent être ouvertes pour ne pas contribuer à fragmenter davantage le continent, et le monde.

L'ultime défi du bicentenaire est d'en faire enfin une célébration des peuples, des classes sociales et de leur lutte.

Ricardo Gebrim, avocat, coordinateur de la consultation populaire du Mouvement des sans terre du Brésil, a insisté sur la nécessité d'un effort prospectif pour envisager les scénarios futurs qui doit néanmoins se prémunir contre différents dangers. Notamment, celui de concevoir l'avenir comme une continuité linéaire du passé et du présent. L'histoire des luttes démontre qu'elle est faite de rupture, de moments d'éclatements et de vides, de calmes. Les pays latino-américains sortent d'une longue période qui a commencé au début des années 80 avec la contre-offensive néolibérale et l'hégémonie militaire. Ils entrent désormais dans une nouvelle ère caractérisée par une crise d'une nature différente. Il s'agit là d'une crise de surproduction et de suraccumulation. Les capitaux se sont déplacé des périphéries vers le centre. Aujourd'hui, à l'échelle globale avec l'arrivée de la crise, la somme des plans de relance qui ont été décidés est l'équivalent de plusieurs fois le PIB mondial. Les années passées ont démontré les échecs de la régulation. Il existe donc une opportunité historique pour inventer de nouveaux cadres de vie en communauté en Amérique latine et dans le reste du monde.

Pour éviter les pièges de l'analyse prospective, il faut porter un regard d'un point de vue de classe et prendre la mesure de ce qui est nouveau. Les sorties de crise traditionnelles peuvent être énumérées ainsi : la guerre, le renforcement de la surexploitation, le transfert du capital de la périphérie vers le centre, l'engagement de l'Etat et l'utilisation de l'épargne nationale pour sauver la finance, le contrôle des ressources naturelles, l'accélération des avancées technologiques dans l'industrie.

Mais les périodes de crise sont aussi des périodes de révolution et / ou de changements radicaux. Elles posent une question très complexe, celle du passage de la lutte de résistance à la réponse politique révolutionnaire. En Colombie, le peuple a payé un lourd tribut dans les combats pour le changement des années 90. Les luttes populaires ont besoin de réponses immédiates ; or, et surtout dans un contexte de crise où émergent des

interrogations et des tensions nouvelles, toute la difficulté est de parvenir à analyser et à anticiper sans s'enfermer dans une interprétation du réel à partir de ses propres attentes.

Au cœur du changement, il existe donc une tension entre idéologie et politique. La politique est l'espace du compromis, et l'idéologie celui des principes qui exclut le compromis. La question du pouvoir est essentielle pour affronter cette contradiction. Des théories comme celle de John Holloway (« La révolution sans la prise du pouvoir ») pourraient être très dangereuses. Au contraire, R. Gebrim a fait référence à José Carlos Mariátegui (Pérou, 1894-1930), penseur du socialisme en Amérique latine.

Conclusion

La FGP a concrétisé à travers ce partenariat pour l'organisation du colloque du bicentenaire à Bogota, une ambition stratégique, développer ses relations avec le continent et les Caraïbes en établissant un contact avec des acteurs institutionnels et politiques.

Elle fait le choix de porter une attention particulière aux évolutions politiques et au débat d'idées en Colombie, un pays spécifique au cœur de la zone andine, une région stratégique. Elle s'ouvre des perspectives d'activités où elle peut favoriser la capitalisation d'expériences et le mouvement des idées, participer à l'échange continental des idées (soutien au colloque pour la venue d'invités étrangers) afin de mieux comprendre les évolutions politiques et de contribuer au renouvellement de la pensée politique en Europe et dans le monde, diffuser les informations collectées.

Tout le débat autour d'un socialisme du ou au XXI^e siècle est d'un intérêt majeur pour clarifier ce que l'on entend par alternative dans le contexte de crise. Les questions de réappropriation du pouvoir, de la souveraineté politique et économique, des dynamiques d'intégration et de coordination continentales sont des thèmes à développer pour ouvrir une comparaison avec ce qui se passe en Europe, mais aussi en Afrique.

Avec la crise et les nombreuses incertitudes qu'elle génère en termes d'emploi, d'activité économique, les choses pourraient prendre un cours tout à fait différent ou bien continuer dans la même direction, celle d'une tendance vers la réappropriation de la souveraineté. Il est possible que les conflits politiques nés de l'arrivée de la gauche au pouvoir s'aggravent (Bolivie, Venezuela). Comment la droite s'organise-t-elle ? Comment envisager les scénarios futurs et répondre au défi nouveau posé par la crise mondiale ? Des voies nouvelles se cherchent en Amérique latine tout en s'efforçant de poursuivre le travail théorique. La FGP souhaite apporter sa contribution à ces dynamiques.

Des collaborations ont été esquissées avec le Département de sciences politiques de l'Université nationale de Colombie, la Fondation Gérard Pierre Charles et le Centre de Recherches et de Formation Economique et Sociale pour le Développement (CRESFED) de Haïti, le Département de philosophie de l'Université de Valparaiso au Chili.

*
* *

ANNEXES

Sites d'analyses politiques

- Analyses régionales et internationales :

clacso.org.ar Le Conseil latino-américain des sciences sociales créé en 1967 est une institution internationale non-gouvernementale soutenant la recherche, spécialisée sur le mouvement social.

Espaciocritico.com Doté de sa propre revue virtuelle, ce site créé à l'initiative d'intellectuels et de chercheurs, entend proposer une information alternative aux médias dominants et des analyses de fond sur les évolutions politiques et socioéconomiques.

Atilioboron.com Atilio Boron, politologue et sociologue argentin, livre sur son blog ses analyses des réalités économiques et sociales actuelles.

www.fisyp.org.ar Cette fondation argentine d'investigations sociales et politiques se consacre aux études sociales, culturelles et politiques dans une perspective critique de gauche. Elle publie sa propre revue Periferias depuis 1996.

- Sur la Colombie :

razonpublica.org.co Revue électronique gratuite réalisée par la fondation Razon Publica proposant des analyses sur l'actualité colombienne.

Intervenants au colloque de Bogota :

Atilio Borón, politologue, Argentine

William Ospina, écrivain et poète, président de la commission du Bicentenaire de la mairie de Bogotá.

Eusebio Leal, directeur du bureau d'histoire de la ville de La Havane, Cuba.

Carlos Vladimir Schmidt, ambassadeur de Bolivie en Colombie.

Daniel Cirera, Fondation Gabriel Péri, France.

Medófilo Medina, historien, Colombie.

Carlos José Reyes, dramaturge, Colombie.

Fernando Rendón, poète, Colombie.

Germán Rodas, professeur à l'université andine Simón Bolívar, Equateur.

Francisca López Civeira, historienne, Cuba.

Ricardo Gebrim, avocat, coordinateur de la consultation populaire, Mouvement des sans terre, Brésil.

Heraclio Bonilla, historien, Pérou.

Beatriz Rajland, chercheuse, Argentine.

Lenin Flórez, historien, Colombie.

Victor Permal, directeur du cercle Franz Fanon, Martinique.

Jaime Caycedo, anthropologue, Colombie.

Suzy Castor, sociologue, Haïti.

Patricia Ariza, dramaturge et poète, Colombie.

Eduardo Restrepo, anthropologue, Colombie.

Guillermo Restrepo, philosophe et mathematician, Colombie.

Alvaro Oviedo, chercheur, Colombie.

Maureen Maya, journaliste, Colombie.